

Embargo :
Vendredi 5 septembre 2003
11h00



Seul l'exposé prononcé fait foi

**Journée de l'économie
5 septembre 2003, Interlaken**

Le changement, source de croissance

Discours de Ueli Forster, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Etat des lieux

Notre pays connaît sur le long terme – au-delà de toutes les fluctuations conjoncturelles – un problème de croissance persistant qui s'aggrave insidieusement par rapport à nos principaux concurrents. Ce constat est connu. Ses conséquences aussi : la Confédération a accumulé des déficits budgétaires massifs.

D'autres répercussions sont plus graves : c'est le cas en particulier de l'insuffisance des revenus supplémentaires qui permettraient de financer les assurances sociales en couvrant les effets de l'allongement de l'espérance de vie et la multiplication des cas d'invalidité. Et l'ennui, pour nos milieux, c'est que notre place économique perd de son attrait.

Ces dernières années, les prévisions ont souvent annoncé une augmentation de la croissance économique – qui ensuite ne se produisait pas. Les prévisions de croissance trop optimistes ont fatalement conduit à une planification des dépenses trop optimiste de la part des pouvoirs publics. Faute d'une croissance suffisante, un nombre important de politiciens se réfugient dans une sorte de « coalition du statu quo » (NZZ). Ils luttent contre la pression croissante à l'adaptation ou négocient au prix fort les mesures inévitables. Dans le meilleur des cas, cela évite les tensions sociales, mais entraîne un nouvel accroissement de la quote-part sociale et de la quote-part de l'Etat. Opter pour le statu quo revient à nier le changement, débouche sur la redistribution et sur l'acceptation de restrictions pour l'économie, et laisse se tarir les sources de croissance future. Cette évolution se fait au détriment des personnes actives et des générations à venir.

Ce sombre tableau, esquissé une fois de plus en quelques traits grossiers, est bien connu, mais professeurs, hommes politiques, représentants de l'économie et maints journalistes n'ont de cesse, presque quotidiennement, de le décrire dans des nuances nouvelles. Las de ce qu'ils considèrent fréquemment comme des jérémiades, les conseillers fédéraux embellissent continuellement la situation dans leurs déclarations et élaborent des concepts défensifs consistant en la recherche d'un compromis ou, dans le meilleur des cas, le partage des sacrifices.

Aujourd'hui, la majorité de la population tend à ressentir ces propos comme de la pure rhétorique. Moi-même, je me demande si les citoyens et citoyennes comprennent les tenants et aboutissants de la situation. Comment la population le pourrait-elle puisque ni l'école ni le quotidien ne lui apprend à identifier les facteurs favorisant la croissance dans un environnement mondialisé et d'une complexité accrue. Or c'est précisément ce qu'il importe de faire de toute urgence. Je pense que nous ne sommes pas encore prêts à le faire et que nous traversons une crise d'identité. Mais je crois que nous sommes sur la bonne voie. Notre modèle de société, pris comme la somme de toutes nos certitudes ou comme la somme des attentes relatives à un ordre des choses juste, s'érode et mine la confiance dans notre système. Le mécontentement engendré par la diminution du revenu disponible due à l'augmentation de la pression fiscale et de la charge sociale détériorera la situation et sapera une fois encore nos espoirs d'un avenir meilleur.

Le ralentissement de la conjoncture a une incidence sur l'économie, mais aussi sur la société et la politique.

Sur le plan social, tous les acteurs doivent admettre – même le Chancelier allemand le fait – que l'Etat providence, le modèle utilisé jusqu'à présent, ne peut plus être financé, même avec une croissance moyenne. Il importe par conséquent de répondre à la question de savoir si un Etat-providence impossible à financer correspond encore à l'idéal sur lequel le peuple suisse forge son identité. Si les jeunes de ce pays doutent de toucher un jour leur rente, s'ils n'ont pas confiance dans les réseaux sociaux toujours plus denses, il faut repenser le système. C'est l'idée que véhicule le terme de «pacte intergénérationnel». Des doutes quant au principe de solidarité – ligne de conduite sociale destinée à l'origine à la famille et aux cercles proches - se font entendre, notamment parce que ce principe a été appliqué non seulement dans la politique sociale, mais aussi dans de nombreux autres domaines, et qu'il a été galvaudé.

Il convient donc de réorganiser l'Etat social. La Suisse a besoin d'un **nouveau pacte intergénérationnel équilibré** à mi-chemin entre la solidarité légale et un engagement individuel subsidiaire qui soit largement accepté, mais aussi élaboré dans le souci de la durée. Ce n'est qu'à cette condition que les générations futures disposeront de perspectives d'avenir sérieuses. Comme ce thème est essentiel pour la cohésion

de notre société et l'économie, economiesuisse souhaite collaborer ces prochains mois, avec d'autres organisations proches, à l'élaboration de nouveaux modèles.

Sur le plan politique, les prochaines élections fédérales feront émerger un nouveau Parlement marqué – peut-être – par une constellation différente et par un nouveau pas vers un système polarisé. Le risque existe que le décalage entre la situation réelle et les institutions se renforce. Il faut ajouter que la majorité du Parlement a reconnu dans quel sens le vent souffle maintenant dans la politique financière. Jusqu'à présent, les délibérations des commissions au sujet du programme d'allègement nous laisse de l'espoir, même si la réduction du déficit structurel manquera son objectif de deux milliards de francs au moins. La prochaine législature devra poursuivre l'actuel marathon de la politique financière : au-delà du programme d'allègement, la péréquation financière, les arrêtés financiers relatifs à l'AVS/AI, l'initiative sur l'or et peut-être le paquet fiscal donneront lieu à des débats de fond dans le cadre des campagnes de votation au cours desquelles les citoyens, mais surtout l'économie et ses associations faitières, seront appelés à prendre parti. L'année 2004 nous donnera l'occasion de sensibiliser davantage la population aux questions de politique financière et de faire le point sur les conditions-cadre déterminantes pour l'économie suisse à l'avenir. Les entreprises seront attentives à l'état d'esprit de la population et du monde politique avant de prendre leurs décisions stratégiques relatives à la place économique.

De ce point de vue, economiesuisse aspire à un Parlement compétent sur les plans économique et financier qui, au fil du temps, atteigne des résultats perceptibles pour chacun de nous. Ce point est déterminant, car seule une prospérité renforcée fait naître le sentiment de sécurité, et donc la confiance. C'est à mon avis dans ce sens que cela fonctionne, du moins sur la durée. Tenter de restaurer la confiance de manière artificielle, ou par des dispositifs réglementaires, ne saurait engendrer la croissance. Seule capable de donner des impulsions économiques, indispensable aux consommateurs et aux investisseurs, la confiance en l'avenir voit le jour lorsque les conditions-cadre s'améliorent, c'est-à-dire lorsque le revenu personnel augmente ou que la charge imputable aux impôts recule.

Sur le plan économique, l'évolution conjoncturelle future dépend pour une grande part de l'étranger. Dans ce sens, notre interdépendance avec des économies qui stagnent, comme toutes celles qui nous entourent, constitue un gros risque, surtout pour les branches économiques qui pâtissent de la diminution durable des investissements au niveau mondial. Quand on me questionne sur les causes du ralentissement économique en Suisse, j'ai pour habitude de donner une réponse non scientifique, mais issue de mon expérience en tant qu'entrepreneur: la Suisse est un petit pays dont l'économie est fortement enchevêtrée avec celle d'autre pays. A ce titre, elle possède un handicap qu'elle ne peut pas compenser en offrant des conditions-cadre équivalentes, mais uniquement en proposant des conditions-cadre meilleures. Faute de quoi, nos entreprises doivent miser sur les grands marchés étrangers pour s'agrandir, aux dépens du marché national s'entend. Une base financière solide et des conditions financières comparativement favorables aux entreprises saines accélèrent ce processus. L'idée

répercutée depuis des années par nos dirigeants politiques, selon laquelle la place économique suisse aurait vu sa qualité se détériorer constamment tout en restant encore relativement bonne, est vraie sur le plan statistique. Mais, comme le montre notre faible croissance, cela ne suffit pas pour notre petite place économique. Nous devons proposer des conditions-cadre d'une qualité largement supérieure.

L'indispensable création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée dans les sociétés existantes ne se produira que si les conditions-cadre s'améliorent sensiblement.

Que faut-il faire ?

D'une manière générale, il s'agit **d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie visant à optimiser les conditions déterminantes pour la croissance**. Un programme politique ad hoc est voué à l'échec, tout comme l'est la politique des petits pas, qui va généralement dans la mauvaise direction. Une stratégie de croissance est une action de longue durée, une vision dans la bonne direction. Mais compte tenu de nos institutions – la démocratie directe et le fédéralisme – la politique des petits pas est inévitable dans notre pays. Mais au moins tous ces petits pas doivent-ils être pensés en fonction de l'objectif à atteindre – favoriser la croissance – et non en fonction des compromis possibles.

Au cours des douze derniers mois, nous avons communiqué au public notre stratégie pour les différents domaines politiques et l'avons résumée dans notre rapport annuel. Nous avons marqué des points dans certains domaines. Désormais, nous savons qu'il n'existe pas de stratégie qui agisse du jour au lendemain. Notre pays a vu sa dynamique de croissance reculer au cours de plusieurs décennies et il lui faudra plusieurs décennies pour regagner le terrain perdu. Les points ci-après ne font que donner une direction :

- Si je commence par mentionner le fait que notre quote-part d'Etat – qui, au sens large, totalise presque 50%, soit la moitié du revenu de l'ensemble de l'économie – est excessive pour un pays dont l'économie est tournée vers le reste du monde et que j'estime qu'elle doit être réduite, certains auditeurs penseront que c'est d'une très grande banalité. Or il se trouve que la comparaison avec l'étranger n'est pas pertinente : il faut se concentrer sur la situation spécifique de notre petite économie ouverte, à qui la mondialisation offre tous les jours des opportunités. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe quotidiennement en matière de transfert de production. Le niveau actuel de la quote-part de l'Etat met notre place économique hors-jeu, provoque stagnation, faible niveau d'investissement, parasitisme, envie et combats autour de la redistribution. Une chose est sûre, cette quote-part n'amènera pas la croissance.
- La hausse de notre quote-part est essentiellement – mais pas uniquement – le résultat de la forte augmentation de la quote-part sociale. Or nous sommes précisément sur le point de faire un bond en avant, donc dans la mauvaise direction. Economie suisse ne souhaite pas couper les vivres à l'Etat social, mais maîtriser sa croissance excessive. Dans cette perspective, le budget de la Confédération pour 2004 constitue un pas dans la bonne direction, un progrès qu'il importe de poursuivre au-delà.

Actuellement, cela ne semble pas assuré. Pourtant, en ce qui concerne les assurances sociales, nous avons un problème sérieux dont l'impact sur l'ensemble de l'évolution économique est extrêmement complexe, et certainement négatif au final si l'on maintient la politique actuelle, ou pire, si l'on développe le système.

- C'est pour ces diverses raisons que, dans la perspective de la croissance à long terme et de la place économique, nous nous opposons non seulement à l'augmentation des impôts directs, mais également à celle de la TVA. Cette dernière entraînerait une redistribution substantielle des ressources financières principalement des cantons et des communes vers la Confédération et au sein de l'administration fédérale. Pour les cantons et les communes, cela nécessiterait une adaptation des impôts directs ou un démantèlement des prestations. Ainsi, il est compréhensible que nous privilégions des économies sur d'autres postes à des augmentations de TVA. En l'absence d'une croissance économique suffisante, la consolidation du budget passe forcément par une révision des dépenses. Dans ce sens, nous saluons le programme d'allègement, même si les mesures proposées nous paraissent insuffisantes. Dans ce sens aussi nous soutenons le paquet fiscal.
- Le meilleur moyen de favoriser la croissance est de renforcer la capacité d'innovation de notre économie. L'innovation induit la croissance et augmente durablement la productivité en général. C'est pour cette raison que, dans notre Concept des dépenses, nous avons placé une priorité financière sur la formation et la recherche – après la « prévoyance sociale » – au détriment d'autres domaines. Pourtant, dans ce domaine aussi, il importe d'être critique en matière d'efficacité; notre position de principe positive ne doit pas nous empêcher d'agir avec discernement.
- Si nous défendons sans cesse le point de vue selon lequel l'ouverture du marché est nécessaire dans l'ensemble du service public, nous sommes conscients de toucher à un domaine, au sens large, souvent considéré comme partie intégrante d'une sorte de contrat social. La méfiance face à l'idée que des particuliers soient tout à fait en mesure de garantir la sécurité de l'approvisionnement se révèle clairement injustifiée si l'on considère la majorité des domaines de notre vie quotidienne. Se soucie-t-on jamais de la sécurité de l'approvisionnement en ce qui concerne les denrées alimentaires? Les domaines du service public comme l'énergie, la poste, les télécommunications et, de plus en plus, l'agriculture, doivent avant tout être organisés de manière compétitive, de sorte à réaliser des gains d'efficacité et par conséquent à produire des effets positifs sur la prospérité. Il est tout simplement faux de penser que libéralisation et privatisation sont synonymes de liberté illimitée pour les entreprises, de gains pour un petit nombre d'actionnaires, de prix élevés, de démantèlement des prestations et de licenciements. Toute nouvelle structure amène des changements et implique parfois des adaptations douloureuses. Mais sur le long terme, il est plus probable d'en retirer un bénéfice, grâce à l'augmentation de la croissance, que si l'on maintient les structures.
- Ce raisonnement vaut aussi pour la concurrence sur le marché intérieur. La Suisse est si petite que les acteurs du marché sont particulièrement susceptibles d'être tentés par des ententes. Bien évidemment, tout le monde se plaint aujourd'hui déjà de l'excès de concurrence. En tant

qu'entrepreneur actif sur les marchés étrangers, je sais que tout ce qui est ressenti comme très dur l'est encore plus sur le marché mondial.

- Notre densité réglementaire croissante influe, elle aussi, sur ce domaine. Je vois que les structures sociales complexes et le caractère de plus en plus juridique de nombreux processus sociaux et au sein des entreprises nuisent essentiellement à la propriété, par effet de cumul des interventions étatiques. Toute réglementation est, à la fin, la réponse à une initiative qui est ou était novatrice d'une manière ou d'une autre. Je sais que j'avance sur un terrain difficile, dans la mesure où je cours le risque d'être mal compris, mais revendiquer que l'on examine d'abord l'aspect positif des innovations et non leurs risques me paraît légitime. Aujourd'hui selon l'OCDE, les marchés des biens suisses présentent une densité réglementaire parmi les plus élevées, après l'Irlande, le Portugal et l'Italie.

L'orientation de base des politiques sociale, financière et éducative étant ainsi définie, il s'agit d'articuler les différentes étapes de réformes en un tout cohérent. Les mesures individuelles doivent se mesurer à l'aune des grands principes qui inspirent l'économie de marché. Seuls ces principes encouragent à aller de l'avant: ils ont pour nom volonté de travailler, responsabilité individuelle et prise de risques. Celui qui prend en main son propre destin regagne confiance. Aussi banal que cela puisse paraître, l'économie sociale de marché telle que nous l'avons décrite demeure la principale source de croissance économique. cependant, une politique favorable à la croissance ne promet pas des solutions rapides, surtout pas une prompte reprise conjoncturelle. Et parce que les effets se font sentir sur la durée, les mesures de correction axées sur la croissance sont beaucoup plus difficiles à appliquer que les mesures tendant à une politique de redistribution.

Cette politique doit pouvoir être communiquée, c'est-à-dire qu'elle doit être comprise et soutenue par la majorité de la population. C'est d'autant plus important que l'économie de marché est constamment menacée. Les consommateurs aiment le contrôle des prix, même si en fait il n'apporte pratiquement rien. Les entreprises veulent dominer leurs marchés et les politiciens sont à l'écoute des électeurs, eux-mêmes en règle générale plus favorables à une politique interventionniste qu'enclins à la fidélité aux grands principes économiques. C'est là que l'économie en général et l'économie suisse en particulier, en tant que groupe d'intérêt défendant l'économie de marché, sont confrontés à un défi. Qui mieux que l'économie serait à même de définir le cadre économique général dans lequel doit s'inscrire la politique et sans lequel elle risque de perdre tout sens de l'orientation? Avec vous, je suis fier que notre voix se fasse de mieux en mieux entendre dans le monde politique et auprès de l'opinion publique. Avec votre soutien et la confiance dont vous faites preuve, nous avancerons pas à pas vers nos objectifs.